



**L'URGENCE D'UN
« AGENDA NATIONAL »
FACE A L'AMPLEUR DES DEFIS**

Juillet 2015

Sommaire

Introduction	3
1) Nature des défis majeurs et éléments de complication.....	4
a) Un large consensus se dégage autour de trois principaux défis à relever.	4
b) Le défi politique : L’achèvement du processus de refondation et de réaménagement du pouvoir.....	4
c) Le défi économique et social: Le besoin d’un « Nouveau Contrat Economique et Social ».....	6
d) Le défi sécuritaire : Adopter une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme	9
2) De la complexité de faire face aux défis amalgamés	12
a) Les complexités additionnelles découlant de l’intrication des 3 défis.....	12
b) La jonction des défis et de la géopolitique	14
3) Le besoin pour le pays d’adopter un Agenda National pour faire face aux grands défis.....	16
a) Un Agenda National global et fédérateur qui trace la voie et fixe le rythme de progression.....	16
b) Un agenda parcellaire serait dangereux et inefficace	17
c) Les trois défis supposent des traitements adaptés dans le cadre d’un agenda global.....	18
d) Un Agenda National pour faire face aux différents agendas opposés à notre projet national.....	19
4) Le contenu des agendas et les dispositifs politiques qui les pilotent	19
a) L’Agenda de parachèvement de la transition politique.....	19
b) L’Agenda du nouveau contrat économique et social	21
c) L’Agenda national de lutte contre le terrorisme	23
d) Gouvernance générale de l’Agenda	25
5) Les facteurs clés de succès.....	25
a) Résister à la tentation du passage en force	25
b) Assainir les climats afin de faciliter les échanges et servir les agendas.....	26
c) Une politique étrangère qui repose sur une intégration apaisée du modèle tunisien dans son environnement géopolitique, qui permet de prévenir les risques et de saisir les opportunités	26
d) Le plan de communication d’accompagnement : créer la conscience de l’urgence sans pour autant sombrer dans le catastrophisme.....	26
Conclusion : Enseignements et recommandations	27
Enseignements	27
Recommandations.....	27
Et pour conclure	28

Introduction

Il est communément admis que le pays fait face à **trois grands défis** : politique, socio-économique et sécuritaire, intensifiés par un contexte géopolitique défavorable, marqué notamment par les crises dans le voisinage immédiat de la Tunisie et de sa région.

La situation est rendue encore plus compliquée par les récents **développements difficiles voire dramatiques pratiquement sur tous les fronts** :

- Sur le **front sécuritaire**, les derniers événements terroristes marquent **l'atteinte d'un nouveau seuil d'intensité** du phénomène, lequel a changé de géographie (actions dans les villes), d'objectifs (les touristes comme cibles) et de façon de procéder (actions menées par des « loups solitaires »). Le terrorisme impose ainsi une asymétrie qui se creuse avec l'appareil sécuritaire et qui augmente les difficultés de ce dernier à y faire face,
- Sur le **front social et protestataire**, les derniers mouvements, qu'ils soient ou non encadrés, ont atteint, par leur fréquence et leur ampleur, un seuil inaccoutumé (arrêt de la production de phosphates, boycott des examens, grèves administratives...),
- Enfin, sur le **front géopolitique**, « l'Etat Islamique (EI) » est devenu un élément structurant de la dynamique et de la violence en Libye.

Face à cette situation et à ces développements, prime un sentiment général de décalage **entre d'un côté les défis et leur intensité, et de l'autre les dispositifs en charge d'y faire face**, décriés pour leur **mollesse, leur lenteur et leur absence de perspective**. A l'origine de cet état de fait : des acteurs qui, bien que déterminants dans les choix de la future Tunisie, ne tiennent pas leur rang en tant que forces de proposition, de propulsion, d'encadrement et de mobilisation, absorbés qu'ils sont par leurs affaires internes. Ils n'ont pourtant d'autres choix aujourd'hui que de se hisser au niveau des rôles et responsabilités qui leur incombent dans cette transition démocratique esquissée par la Constitution, ce qui suppose certes des moyens et du temps, mais aussi et surtout plus d'efforts encore pour atteindre le niveau de responsabilités qui est attendu d'eux en cette période cruciale pour le pays.

C'est dans ce cadre que s'inscrit ce rapport qui, devant l'urgence de la situation, cherche à **proposer des solutions opérantes** pour faire face à l'ensemble des défis et remédier à cet état. Il commence ainsi par **analyser la nature des trois grands défis** (chapitre 1), puis traite des **éléments de complexité inhérents à ces défis** lorsqu'ils sont intriqués entre eux ou baignés dans le champ géopolitique (chapitre 2). Le rapport insiste sur la **dangerosité de traiter ces défis de façon sélective** et opte pour une approche globale qui intègre les trois **défis dans leurs natures et leurs exigences différentes** (chapitre 3). Il conclut à la nécessité d'adopter un **Agenda National global pour faire face à ces mêmes défis** et fait, dans ce sens, des **propositions quant au contenu de cet agenda et à son dispositif politique** (chapitre 4), sans oublier ses facteurs clés de succès (chapitre 5).

1) Nature des défis majeurs et éléments de complication

a) Un large consensus se dégage autour de trois principaux défis à relever.

Un large consensus s'est établi au sein de l'élite politique sur la priorité à donner aux trois défis majeurs suivants :

- **Le défi politique** représenté par l'achèvement du processus de transition démocratique,
- **Le défi lié au développement socio-économique**, axé sur la réalisation des réformes structurelles,
- **Le défi sécuritaire** représenté essentiellement par la lutte contre le terrorisme.

Ces trois défis restent tous d'actualité, même si l'ordre de priorité entre eux varie selon l'évolution de la conjoncture.

b) Le défi politique : L'achèvement du processus de refondation et de réaménagement du pouvoir

La révolution a fait chuter le pouvoir en place, concentré dans un seul camp (le président / le parti au pouvoir), et le pays a entamé **une transition sur le plan politique** (appelée communément transition démocratique) qui correspond en substance à **une refondation et un réaménagement du pouvoir** afin de garantir les principes démocratiques, de préserver les libertés et de rendre impossible le retour à la dictature.

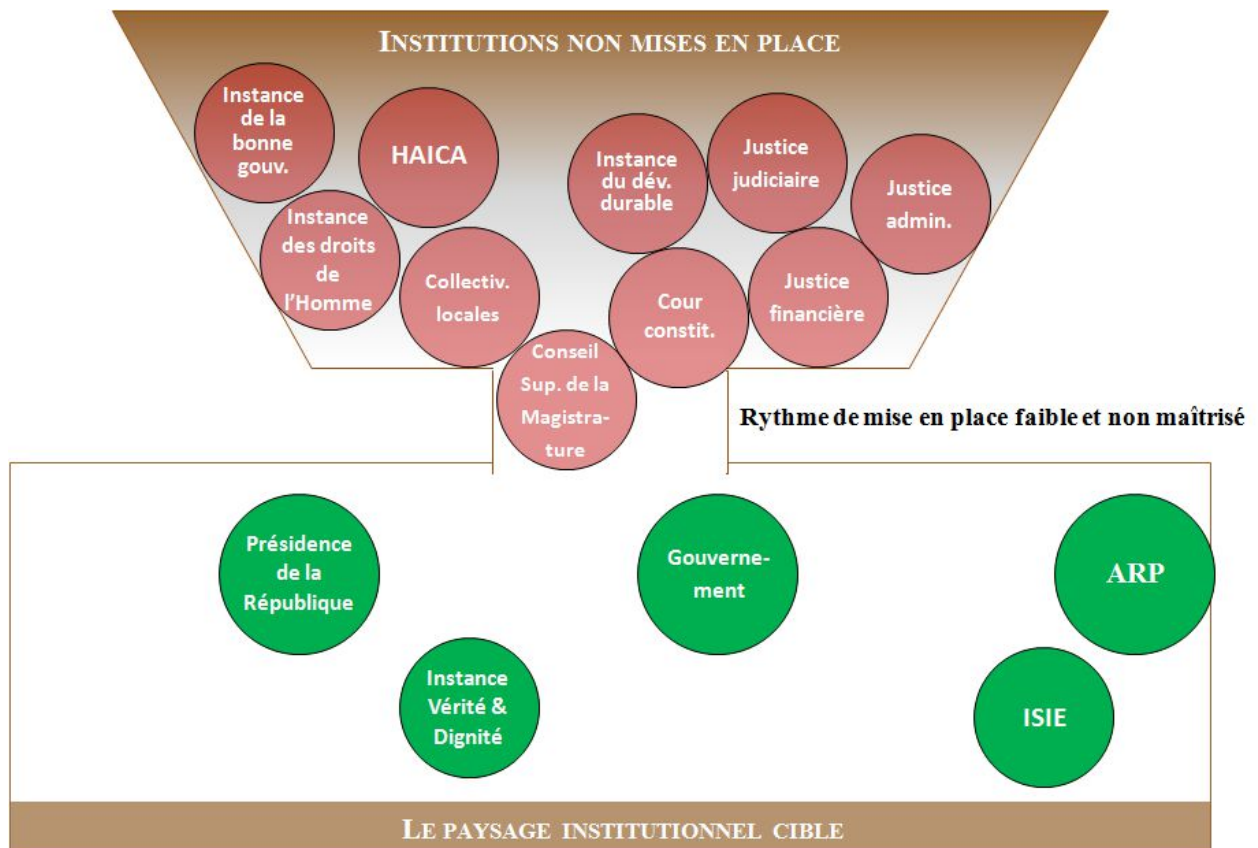
Ce réaménagement du pouvoir a suivi un **processus de transition**, avec la réalisation de plusieurs étapes majeures dont la plus importante est la **constitution de 2014** qui a fixé l'horizon de l'opération de transition et a brossé les traits du paysage institutionnel visé.

Il convient de rappeler que le **processus de refondation et de réaménagement du pouvoir politique** consiste essentiellement à :

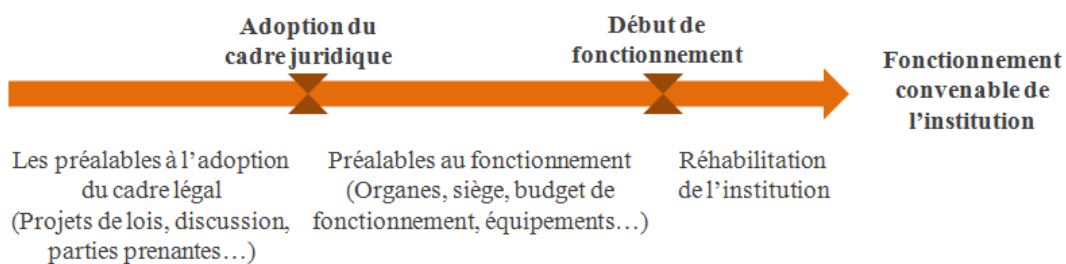
- **Mettre en place un certain nombre d'institutions constitutionnelles** (Assemblée des Représentants du Peuple, Présidence de la république...) et à **les faire fonctionner convenablement**,
- Mettre en place un ensemble de **mécanismes démocratiques** (systèmes électoraux) et de **procédures** (relatives à l'adoption des textes juridiques, à la composition des institutions...),
- Installer un changement progressif des **comportements politiques** vers davantage de concordance avec les règles démocratiques.

La transition politique est un processus long et complexe

Lors de l'élaboration de la constitution de 2014, le pouvoir constituant était surtout préoccupé par le danger que représentait le retour de la dictature. Le consensus qui s'est dégagé a établi une **pluralité institutionnelle** et un éclatement du pouvoir entre plusieurs institutions (Gouvernement, Présidence de la République, Assemblée des Représentants du Peuple, Conseil Supérieur de la Magistrature, instances constitutionnelles indépendantes, collectivités locales, etc.), avec pour triple objectif d'instaurer effectivement la séparation des pouvoirs, d'empêcher le cumul des prérogatives et des attributions et de consacrer le principe du contrôle mutuel des institutions.



Le parachèvement du processus politique passe par la mise en place d'un certain nombre d'institutions, à travers **des mini-processus** qui leur sont propres. Ces mini-processus comportent la **mise à disposition d'un ensemble d'accessoires et de mécanismes**, dont certains relèvent du cadre juridique (l'élaboration des projets de lois, leur discussion, leur adoption...) et d'autres des mesures nécessaires au bon fonctionnement même de l'institution (la mise en place des organes de l'institution, le budget, le siège, les équipements).



Le processus politique comprend également la **mise à niveau d'un certain nombre d'institutions**, en particulier la **Présidence du Gouvernement** et **l'Assemblée des Représentants du Peuple** (organigramme, méthodes de travail, ressources humains, moyens financiers...).

Ceci étant, il y a lieu de noter que le processus de transition politique n'avance actuellement que sous la pression qu'impose le contexte (exps de l'ISIE et de la loi électorale) ou le cadre légal (délais constitutionnels pour le Conseil Supérieur de la Magistrature et la Cour Constitutionnelle). Et il est à craindre que, sans impulsion politique et avec la recrudescence des dangers sécuritaires, le reste du processus politique soit négligé ou carrément abandonné.

Pour la mise en place d'un pilotage effectif du processus de transition politique qui complète la vision et donne la cadence

L'analyse précédente montre la nécessité pressante de spécifier et de mettre en place un pilotage politique clair pour diriger le processus global de la transition politique, le parachever et remédier aux nombreux manquements :

- **en complétant la vision opérationnelle** relative au mode de fonctionnement des institutions dans leur ensemble et entre elles,
- en fixant **un planning d'implémentation** des différentes composantes du processus, tout en établissant les priorités et en imposant **une cadence capable de créer une dynamique mobilisatrice**.

c) Le défi économique et social: Le besoin d'un « Nouveau Contrat Economique et Social »

La réalité de l'économie tunisienne ou l'impasse du modèle de développement actuel

Durant la dernière décennie, les performances de l'économie nationale sont demeurées faibles en raison de son incapacité à profiter pleinement des marges de progression offertes par la révolution technologique moderne, mais également en raison de **l'incapacité du pays à se greffer au monde post-industriel et à l'économie du savoir**. Ainsi, on peut constater **l'échec des différentes politiques à assurer une transition économique** qui permettrait une amélioration notable du niveau de vie du citoyen, ceci contrairement à certains pays dont les niveaux de croissance étaient pourtant similaires à ceux de la Tunisie au début des années 80.

Plusieurs indicateurs macro-économiques expriment cette faiblesse structurelle dont les plus significatifs sont :

- Une tendance à la baisse des taux de croissance, expliquée fondamentalement par un **recul de la Productivité Globale des Facteurs (PGF)**,
- Une **atonie de l'investissement** général et de l'investissement privé en particulier,
- Un **déficit chronique de la balance commerciale** imputable au double élargissement des déficits de la balance alimentaire et énergétique, la faible teneur des exportations en hautes technologies, ainsi qu'à une faible ouverture sur les marchés mondiaux, aggravée par une focalisation quasi exclusive sur un nombre limité de marchés européens,
- Des **niveaux de chômage élevés** particulièrement accentués dans les rangs des jeunes et des diplômés de l'enseignement supérieur.

Cette faiblesse structurelle de l'économie s'est conjuguée avec une approche unilatérale dans la gestion de la chose publique, avec l'enracinement d'une corruption systématique et organisée, ainsi qu'avec la progression de l'injustice sociale et l'incapacité des mécanismes de redistribution des richesses d'y faire face et de réduire des **déséquilibres régionaux prononcés**. C'est d'ailleurs dans les régions les plus défavorisées et les plus marginalisées, qu'a éclaté la révolution tunisienne, révélant l'impasse aigüe du modèle économique tunisien et ses nombreux blocages que l'on peut résumer très brièvement comme suit:

- D'abord, **les dispositifs pro-croissances et pro-investissements sont défailants**, c'est ainsi que:
 - L'accès aux financements comme l'accès aux marchés souffrent de protectionnisme qui étouffe la concurrence, renforce aussi bien les privilèges que la corruption et pousse l'entrepreneuriat vers la recherche de rentes,
 - Le secteur bancaire souffre de grandes difficultés,
 - Le système de l'enseignement et de la formation connaît des déséquilibres profonds,
 - Les coûts logistiques sont élevés et réduisent la rentabilité des investissements,
 - Les problèmes fonciers sont trop complexes et représentent une entrave aux projets de développement,
 - Le déficit énergétique du pays ne cesse de s'amplifier ce qui constitue une contrainte majeure au redécollage économique,
 - La rareté des eaux menace l'avenir des générations futures.
- Ensuite, **le système de redistribution des richesses reste inefficace**, avec :
 - Un système d'imposition et de taxation aussi déséquilibré qu'injuste,
 - Des caisses de protection sociale dont les déficits vont en s'amplifiant,
 - Une compensation directe et indirecte qui connaît des niveaux de plus en plus élevés, sans que le système de compensation ne soit efficace ou juste,
 - Des résultats dans les domaines de la santé, de l'éducation et du transport qui connaissent un ralentissement et des disparités régionales flagrantes.

Les complications de la période de transition et la détérioration des équilibres macro-économiques après la révolution

Durant la période de transition, l'intérêt particulier porté à la construction politique s'est fait au détriment des autres grands chantiers du pays, et notamment du **volet économique qui, afin d'apaiser les tensions sociales, a dû supporter le poids des difficultés et des complexités liées au processus de la transition politique et institutionnelle**. On a ainsi recouru à une politique expansionniste, caractérisée par une augmentation substantielle des dépenses sociales qui ont atteint un seuil critique, et l'Etat a dû supporter la plus grande part du coût social de la transition, avec des régularisations d'emplois en masse qui ont gonflé de manière intolérable la masse salariale de la fonction publique.

La phase de transition a également connu **un net recul du rôle et de la présence de l'Etat** ce qui a provoqué à son tour :

- Une prolifération du secteur informel et une multiplication de ses interférences avec la contrebande et la criminalité,
- Une détérioration de la qualité des services publics, notamment ceux de la santé, des transports et de l'éducation,

- Une dégradation du niveau des prestations de l'Etat, nécessaires au bon déploiement de l'activité économique.
- Une aggravation de la situation environnementale générale et de la propreté en particulier.

De même, **la gouvernance du dossier économique** par les gouvernements successifs depuis 2011 a connu des difficultés certaines au niveau des relations avec les organismes publics et notamment :

- **La relation avec l'Administration** : cette période de transition a donné lieu à une **première cohabitation entre les politiques et l'Administration**, peu fluide et plutôt tendue ce qui a inmanquablement provoqué, entre autres, une aggravation des retards dans le traitement des dossiers économiques,
- **La relation avec les organismes sociaux** : l'avancée vers l'institutionnalisation est à ce jour un processus non abouti et rendu complexe par l'apparition de la « multiplicité » des partenaires sociaux,
- La relation avec l'Assemblée Nationale Constituante : des dossiers économiques qui piétinent en raison de la nature même de l'ANC et de **l'absence d'un programme législatif cohérent** des gouvernements successifs.

Il faut ajouter à cela, le fait que la période intermédiaire a coïncidé notamment avec une poursuite de la stagnation économique européenne, une baisse de l'approvisionnement de l'Europe en gaz algérien ainsi qu'une montée de la violence et un retard dans la construction de l'Etat en Libye.

Tout cela a contribué à l'aggravation de la situation économique, à la **détérioration des équilibres macro-économiques**, à la **baisse du rating** attaché au pays, à la baisse du taux de change du dinar et à la montée de l'inflation grevant directement le **pouvoir d'achat** du citoyen.

Pour un Nouveau Contrat Economique et Social

L'analyse de la situation socio-économique montre que la Tunisie a **besoin d'un nouveau modèle de développement qui puise ses références dans la nouvelle constitution et qui concilie les dimensions économiques et sociales, le tout sous les auspices d'un Etat stratégique, qui joue le rôle de régulateur et qui adopte une approche participative** dans la gestion des affaires publiques.

Ce **bilan de la période de transition** mène aux conclusions suivantes :

1. Le pays est dans une situation où **il ne peut différer davantage un vaste programme de réformes complexes et coûteuses** qu'il convient de regrouper dans le cadre d'un « **Nouveau Contrat Economique et Social** ».
2. De nombreuses réformes nécessaires à ce nouveau contrat économique et social ne pourront être réalisées que **sur la base de sacrifices conjoncturels** qu'ils soient en partie « arrachés » ou « consentis » et qu'il faudra disposer dans un calendrier politique discuté.
3. **La nécessité d'accompagner les réformes économiques par des programmes sociaux** afin d'atténuer les conséquences négatives prévisibles sur les couches les plus défavorisées et les couches moyennes et afin d'éviter les tensions sociales aiguës qui pourraient mettre en péril les réformes elles-mêmes.
4. Ce « Nouveau Contrat Economique et Social » doit se **construire sur la base d'échanges et du plus large consensus** au sein des acteurs majeurs du pays.

5. L'entreprise des réformes **requiert une volonté politique**, de la force, de la persévérance et de l'insistance afin que lesdites réformes se stabilisent dans le paysage et dans les discours et qu'elles soient de ce fait acceptées et crédibilisées.
6. Le « **Nouveau Contrat Economique et Social** » aura **besoin d'un dispositif politique** construit sur la base d'un élan et d'un discours patriotiques, solides et cohérents pour l'encadrement des mesures d'urgence, l'ordonnancement des réformes et l'arrêt des grands choix d'avenir.

Le pays n'arrive pas aujourd'hui à se dégager des équations issues de l'ancien modèle de développement, à **faire bouger les lignes** et à redessiner le paysage économique et social. C'est comme s'il se trouvait dans l'incapacité de **redéfinir les priorités nationales, afin que le politique soit au service de l'économique et du social**, et ce malgré une situation socio-économique qui ne cesse de se dégrader.

d) Le défi sécuritaire : Adopter une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme

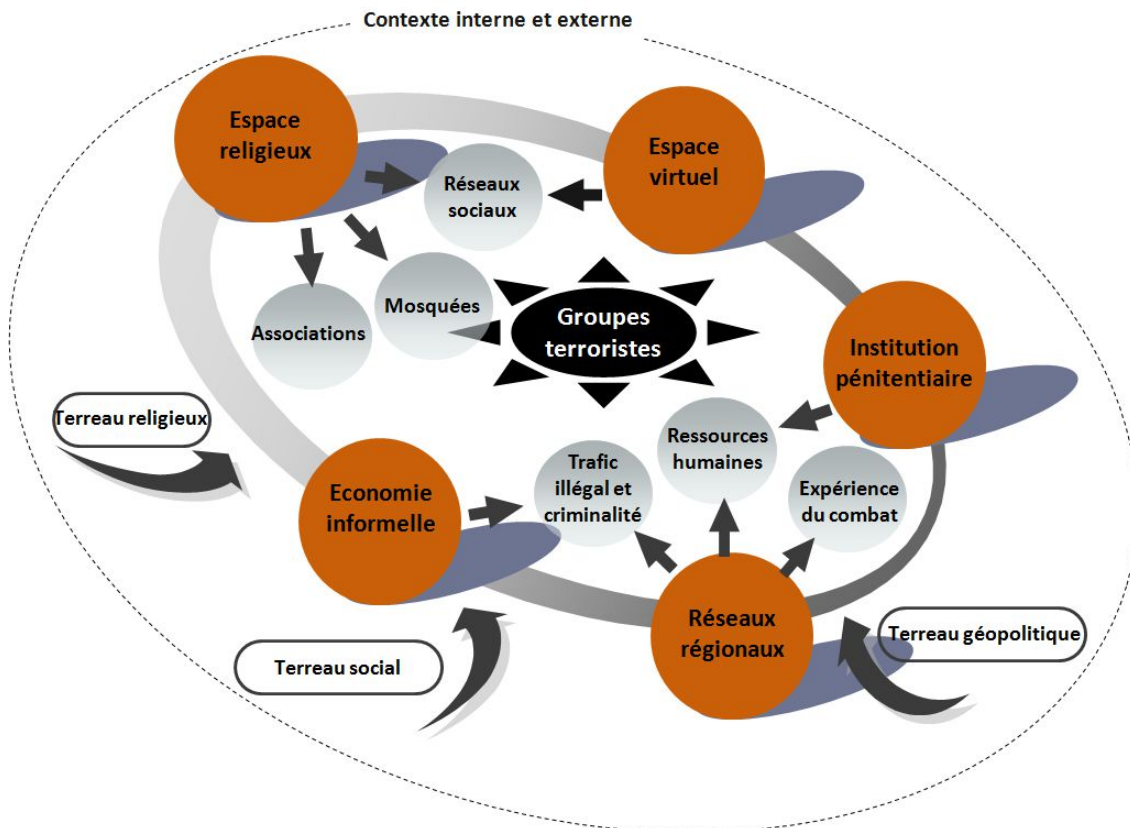
Le terrorisme jihadiste s'est aujourd'hui implanté pour plusieurs années aussi bien dans la région que sur le territoire national

Cette réalité s'explique par la conjonction des points suivants :

- La **montée en puissance du danger terroriste dans la région** (Libye, Egypte, Algérie, Mali) comme dans la périphérie plus éloignée (Moyen Orient, Europe...),
- La **multiplicité des zones de tension**, leur ancrage dans l'espace géographique entourant le pays et leur mobilité caractérisée par leur capacité à passer les frontières,
- Une **prédisposition de certains jeunes** du pays (des deux sexes) à être séduits par les thèses jihadistes.

Vaincre le terrorisme nécessite à la fois de rendre plus efficace le combat juridico-sécuritaire et de couper le phénomène du terrorisme de ses terreaux et affluents

La réalisation de ce double objectif requiert l'adoption d'une stratégie efficace qui, en même temps, combat les groupes terroristes et isole le phénomène de ses terreaux et affluents afin de prévenir, à court et moyen terme, son expansion et sa pérennisation.



L'efficacité de cette démarche nécessite de :

- **Disposer d'une vision globale** qui fixe les lignes stratégiques de ce combat,
- **Construire des stratégies maghrébines communes** qui se déclinent, sur le terrain, en plans opérationnels cohérents,
- **Contenir le phénomène et réduire ses effets psychologiques** sur l'opinion publique,
- **Obtenir l'engagement des forces politiques, civiles, médiatiques et populaires** et leur soutien aux efforts sécuritaires.

Cet effort global requis va néanmoins rencontrer des difficultés persistantes qui doivent être prises en compte et que l'on peut résumer comme suit :

- Le fait que le terrorisme perdurera des années encore, ce qui nécessitera **de la ténacité pour le vaincre,**
- L'évolutivité du terrorisme, aussi bien au niveau de ses stratégies que de ses méthodes, ce qui nécessite un suivi continu et **une adaptation constante des méthodes et des techniques** pour le combattre.

Le besoin de trancher à l'échelle nationale certaines grandes questions

Il est nécessaire d'arrêter à l'échelle nationale des positions communes et de trancher un certain nombre de dilemmes tels que :

1. Comment traiter les questions sécuritaires à la fois en préservant **l'ordre** et en garantissant les **libertés** ?
2. Comment concevoir un arsenal juridique qui à la fois assure **l'efficacité** du traitement et la préservation des **droits de l'Homme** ?
3. Comment assurer le droit d'accès à l'information en respectant à la fois le principe général de **transparence** et la **spécificité** de la situation sécuritaire ?
4. Comment concilier dans la coopération internationale les besoins **d'association** et ceux **d'indépendance** ?
5. Comment préserver dans le champ religieux les **libertés d'opinion, de pensée et de pratique religieuse** sans qu'elles soient **exploitées par le terrorisme** ?
6. Comment « tolérer » une partie de la contrebande dans les zones frontalières comme une **nécessité sociale** sans qu'elle n'ait de **connexion avec le terrorisme** ?

Le phénomène du terrorisme a atteint un niveau de criticité qui nécessite une adaptation rapide sur plusieurs plans

En visant les fondements de l'économie nationale (Tourisme, infrastructures économiques...) alors qu'il visait jusque-là le processus de transition politique, le phénomène du terrorisme en Tunisie connaît une mutation pour le moins attendue. Celle-ci nécessite **un changement qualitatif (switch) et une adaptation rapide** à plusieurs niveaux :

- Au niveau des dispositifs, par la mise en place de **plans d'urgences** (hôpitaux, centres commerciaux...) conjugués à **des mesures de soutien aux secteurs sinistrés**, ces plans devant être actualisés de manière continue,
- Au niveau du modèle de développement, par **une restructuration de l'économie qui intègre la donne du terrorisme** et ses nombreuses implications (baisse prévisible des IDE, contribution du secteur touristique, adaptation de l'offre touristique aux nouvelles circonstances, etc.),
- Au niveau budgétaire, en **adaptant les dépenses publiques aux potentielles répercussions économiques et financières futures du terrorisme** (coût de la lutte contre le terrorisme, baisse des revenus touristiques, coûts des mesures d'urgence et des mesures de soutien aux secteurs sinistrés, sécurisation des infrastructures...),
- Au niveau du comportement des citoyens, en instaurant **une culture de vigilance** et en mettant à contribution dans cet effort de vigilance et de prévention, **toutes les parties** en capacité de contribuer (l'Etat, les collectivités locales, les acteurs économiques, sociaux ou sociétaux, les citoyens).

Pour une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme

Nous nous devons d'insister sur les conclusions et recommandations suivantes :

- **Le gouvernement ne peut pas affronter seul le terrorisme.** Il lui faut donc définir et expliquer **une approche intégrée** impliquant les différentes parties. Il lui faut dans ce sens élaborer des consensus nationaux débouchant sur **de vastes accords politiques, médiatiques et populaires** qui vont **considérer la lutte contre le terrorisme comme une cause nationale au dessus de toutes autres considérations politiques et idéologiques** ; une cause suprême devant être considérée comme faisant partie des grandes causes nationales historiques qui participent à rassembler le pays et à mobiliser la nation,
- Il faut **adopter une vision stratégique et un traitement global proactif et préventif** du phénomène. Ce traitement devra être multidimensionnel afin de lutter efficacement contre ce phénomène,
- Il faut **un changement qualitatif (switch) et une adaptation rapide** aux évolutions qu'a connues et que connaîtra le terrorisme et le degré de criticité atteint par ce dernier,
- Le **congrès national de lutte contre le terrorisme** pourra représenter une étape de rassemblement de ces concepts puisqu'il vise à construire les bases politiques à même d'encaisser les potentielles attaques terroristes sans brouilleries politiques, sans effondrement économique et sans troubles sociaux.

2) De la complexité de faire face aux défis amalgamés

a) Les complexités additionnelles découlant de l'intrication des 3 défis

L'intrication passée et future des trois défis (politique, économique et sécuritaire), constitue elle-même un véritable défi à prendre en compte dans le traitement.

Les bégaiements entre transition politique et transition économique

Dans les expériences transitionnelles, il y a toujours un séquençement à trouver entre les réformes politiques et les réformes économiques.

Comme précédemment évoqué, les revendications économiques ont été à la base même de la révolution tunisienne. Pourtant, dès le lendemain de la révolution, c'est le dossier politique qui a pris le dessus sur le dossier économique dans l'échelle des priorités. Le dossier économique a même supporté, et de loin, la part la plus importante du coût social de la transition politique. Il est donc très urgent aujourd'hui que le politique épaulé sérieusement l'économique afin de mettre en route les réformes structurelles dont il a besoin.

La révolution	2011	2012-2013	2014	2015 et après
L'économique devance le politique	Le politique progresse et l'économique recule	L'économique piétine à cause du politique	L'économique s'arrête dans l'attente des réformes	L'économique menace le politique
<ul style="list-style-type: none"> • 17 décembre 2010 : revendications sociales et économiques • 14 janvier 2011 : revendications politiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Avancée du processus politique (organisation des élections de l'assemblée constituante) • Recul du dossier économique au niveau des priorités 	<ul style="list-style-type: none"> • Le processus économique piétine à cause des difficultés du processus politique (polarisation politique, assassinats, difficultés du processus constituant...) • Le dossier économique subit le coût social de la transition politique (régularisations sociales...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Avancement et clarification du processus politique (constitution, élections...) • Le dossier économique ne peut plus supporter le coût social de la transition politique, en raison de son besoin croissant de réformes structurelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Crainte de l'impact négatif de la stagnation du dossier économique et social sur le dossier politique (revendication de développement, revendications régionales, chômage des jeunes...)

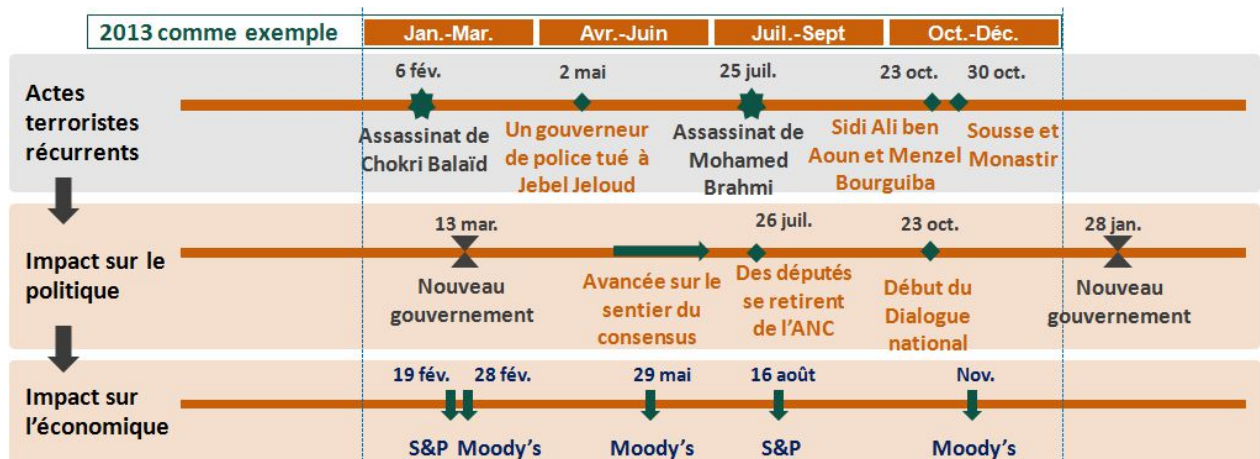
Le terrorisme s'attaque à l'économie nationale après avoir échoué dans le blocage du processus politique

Le phénomène du terrorisme, avec ses différents effets (radicalisation des jeunes, expansion de la contrebande, instauration du crime organisé inter-frontalier, menaces sur la sécurité des frontières, troubles et conflits potentiellement explosifs,...) constitue **une menace directe à la fois sur les processus politique et économique.**

Le terrorisme sous son visage « *Daeshien* » œuvre, dans le monde arabe, à instaurer « l'Etat Islamique » sur les ruines des Etats-Nations et cela en se nourrissant de plusieurs conditions objectives plus ou moins accentuées d'un pays à l'autre:

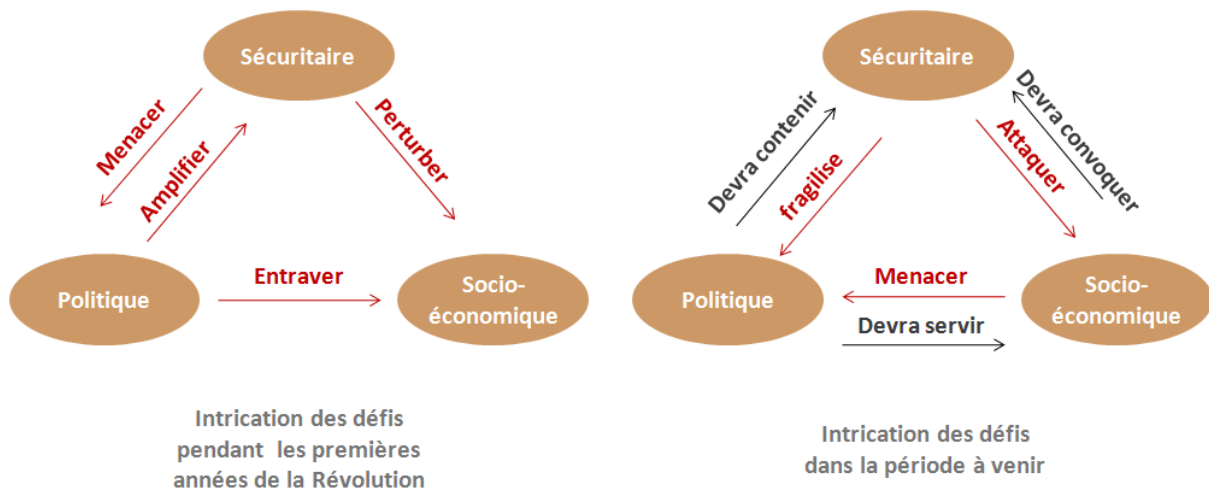
- **La fragilité du consensus national,**
- Un recul du politique au profit de **considérations primaires** comme le tribalisme, le sectarisme, le régionalisme ou au profit d'autres différends politiques,
- L'intrication des **différends régionaux et internationaux** et des affaires intérieures tout aussi complexes.

Le terrorisme a causé, en 2013, une **déstabilisation de la situation politique** du pays (deux changements de gouvernement en mars 2013 puis en janvier 2014) et a eu, par conséquent des répercussions sur le plan économique (réduction de la notation souveraine, impact sur le secteur du tourisme...).



Synthèse de l'intrication des défis passés et futurs

On peut résumer l'intrication passée et future des défis comme suit :

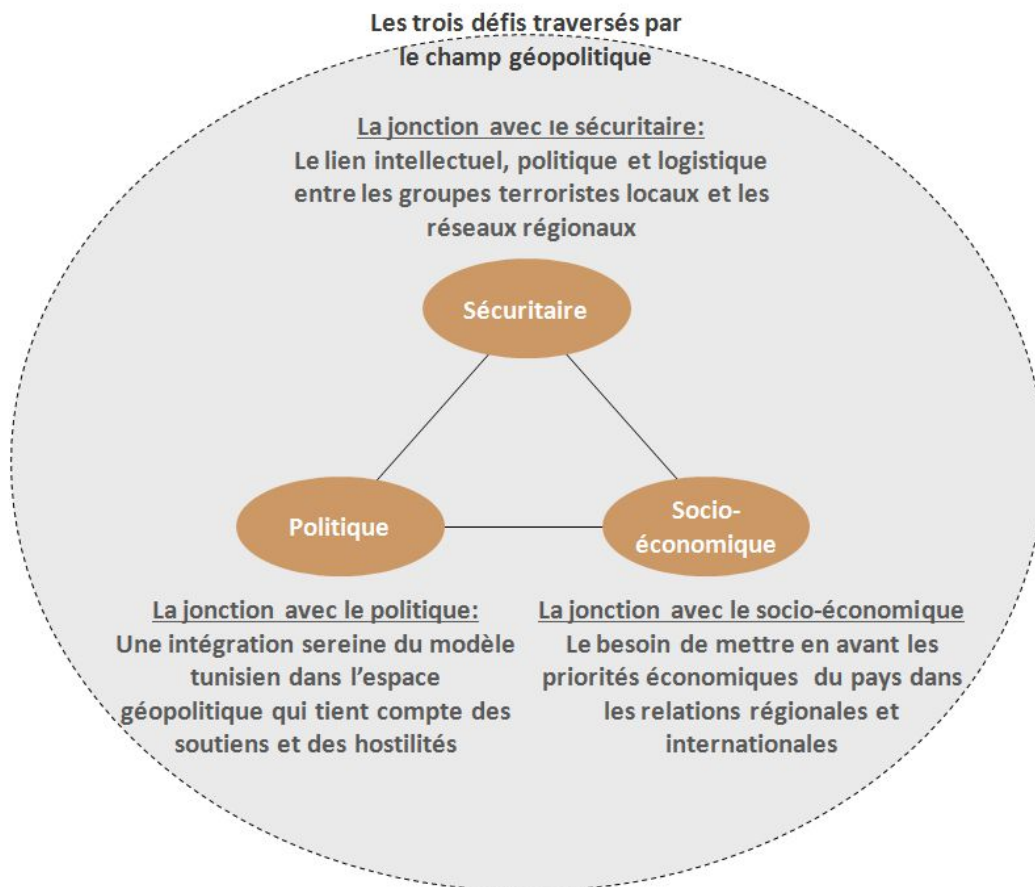


b) La jonction des défis et de la géopolitique

Les problématiques et les défis auxquels fait face la Tunisie durant sa transition démocratique ne peuvent être cernés en se basant uniquement sur les variables explicatives locales (internes). Une analyse rigoureuse de ces problématiques **nécessite que l'on se penche sur leurs ramifications régionales et internationales afin de comprendre toutes leurs dimensions** et dynamiques et de dégager les solutions adéquates :

- Pour analyser le phénomène terroriste qui sévit dans le pays, il faut garder à l'esprit **ses rapports avec les réseaux terroristes internationaux** sur les plans idéologique, politique et logistique ; c'est ce qui devrait permettre de prévoir sa dynamique et ses perspectives de développement,

- La nouvelle donne politique du pays est encore naissante et donc encore fragile. Elle a besoin d'immunisation et de protection des menaces tendant à la déstabiliser et à la saboter. Une bonne compréhension de l'environnement régional et international est là encore utile pour **trouver la posture et les moyens adéquats pour préserver cette expérience**, appuyer son développement et limiter les risques de son fléchissement,
- La nécessité de faire face aux défis de développement sous ses différents angles de financement, d'investissement, d'échanges commerciaux, etc. ne peut être efficace sans une compréhension précise de notre environnement. Cette compréhension nous permettra de **préciser les priorités du pays en termes de rapports et d'alliances régionales et internationales afin de conforter nos choix économiques.**



3) Le besoin pour le pays d'adopter un Agenda National pour faire face aux grands défis

a) Un Agenda National global et fédérateur qui trace la voie et fixe le rythme de progression

Bien que les trois défis aient besoin de traitements et de solutions adaptés, l'intrication qui les caractérise impose d'adopter une approche de traitement et un cadre global que l'on appellera « **l'Agenda National pour faire face aux grands défis** » ou encore « **l'Agenda National de consolidation de la transition** ».

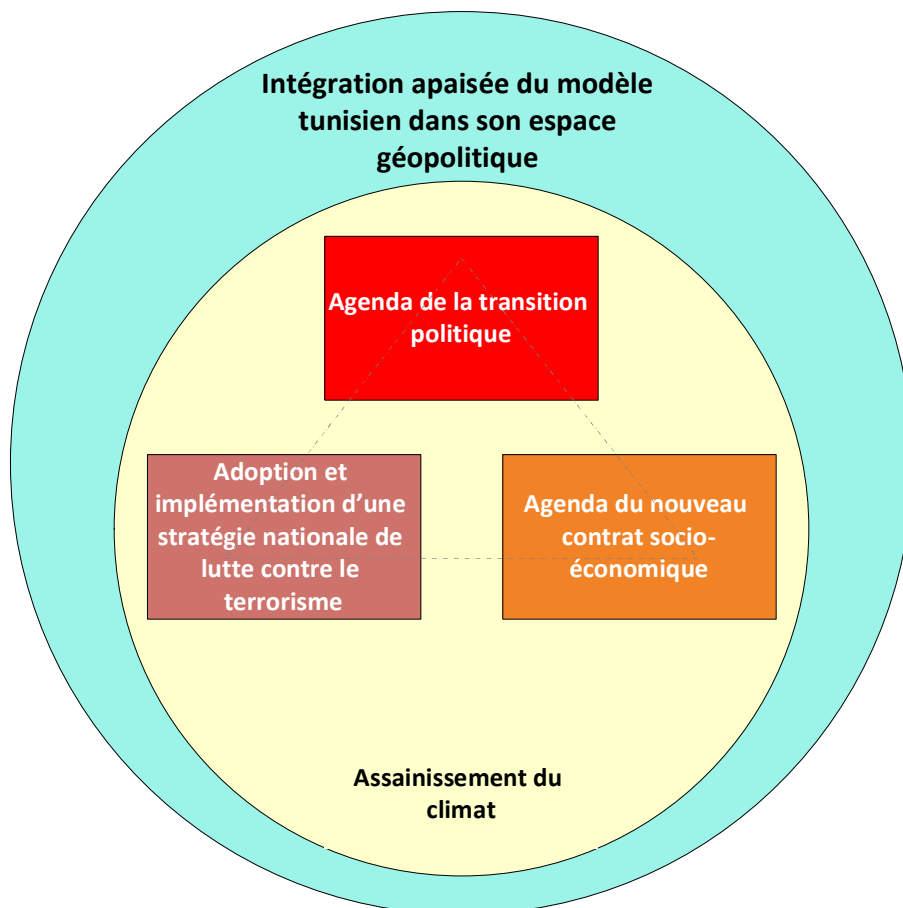
Cet agenda national réalise un certain nombre « d'idées fortes » dont :

- « **Tenir fermement les rênes** » : avec un message clair et mobilisateur tourné aussi bien vers l'intérieur (la société et ses forces vives) que vers l'extérieur (rassurer les partenaires internationaux, les bailleurs de fonds, les investisseurs),
- « **Clarifier la vision** », de quoi rassurer toutes les parties prenantes ainsi que l'opinion publique quant à l'avenir du pays,
- « **Instaurer un nouveau souffle** » : et créer une nouvelle dynamique dans le pays par la maîtrise du rythme de transition qui dicte à son tour le rythme pour les différents espaces et institutions (programme des réformes, programme législatif, rythme de l'Administration, activité diplomatique...),
- « **Garantir l'inclusion permanente** » ce qui incitera les différentes parties à inscrire leurs propres priorités dans le cadre d'un agenda global (à l'instar de la feuille de route du dialogue national), de façon à procurer des garanties à toutes les parties et à apaiser les tensions sur les différents fronts (droits et libertés, revendications, développement, politique...).

L'Agenda National se décline en trois agendas spécifiques aux trois défis, qu'il faut concevoir dans les contextes intérieur et extérieur du pays :

- **L'Agenda de la transition politique** ou encore l'agenda du parachèvement du processus de refondation et de réaménagement du pouvoir,
- **L'Agenda du nouveau contrat socio-économique**,
- **L'Agenda sécuritaire** ou encore l'élaboration et l'adoption d'une **stratégie nationale de lutte contre le terrorisme**.

Agenda National pour faire face aux défis



b) Un agenda parcellaire serait dangereux et inefficace

Il est plus que dangereux pour le pays que les trois lignes, politique, socio-économique et sécuritaire, avancent de manière désarticulée et non équilibrée. En effet, l'intrication des défis fait qu'il y ait un effet de contamination entre les trois domaines et que les déficiences au niveau de l'un ne tardent pas à se faire ressentir au niveau des autres et à impacter négativement l'ensemble de la situation du pays.

Le pays en a déjà fait l'expérience lors de la phase transitoire, notamment lorsque dans un premier temps le volet politique avait reçu une attention particulière aux dépens du volet économique, lequel a eu par la suite toutes les peines à rattraper son retard, ce qui s'est traduit par des tensions socio-économiques dans l'ensemble du pays.

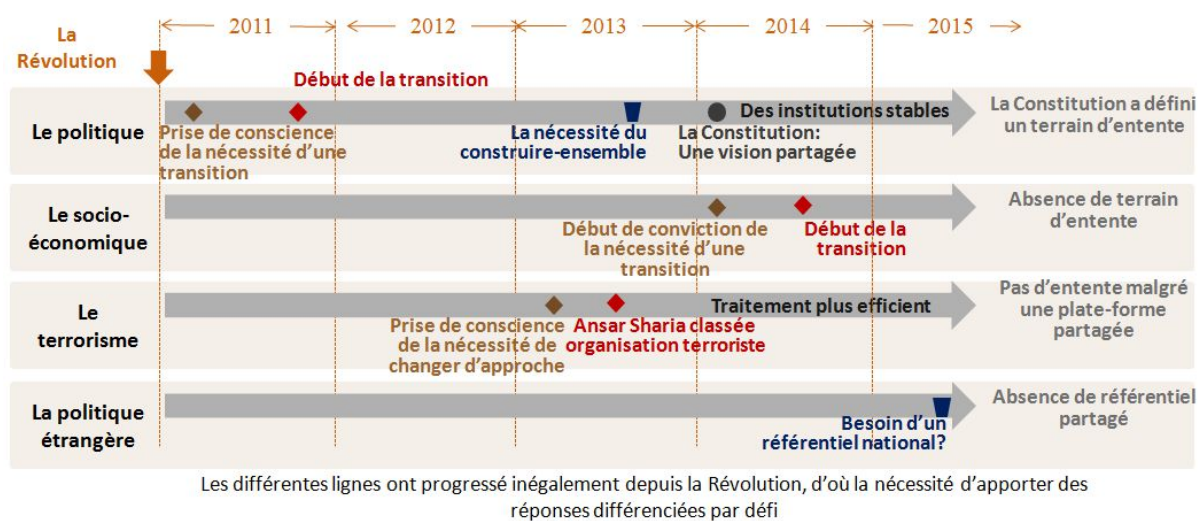
Aujourd'hui, **alors même que le dossier sécuritaire pèse, presse et menace l'ensemble du processus**, il est nécessaire de ne pas perdre de vue :

- que **l'aspect socio-économique reste et restera prioritaire aux yeux d'une large frange de la population**, dont les attentes sont fortes en matière de progression sociale et de développement régional. Sans avancées convaincantes à ce niveau, il est à craindre que le dossier socio-économique perturbe les efforts du sécuritaire et menace les acquis du politique,
- que **la consolidation des acquis et la progression du processus politique sont déterminantes**, à la fois pour décrocher l'appui extérieur à l'économie nationale et pour agglutiner la volonté politique nationale et faire face à l'ensemble des défis, et à leur tête le défi terroriste.

Ce besoin d'adopter un agenda complet et global est également justifié par de nombreuses autres considérations, dont notamment :

- qu'un programme partiel ne peut suffire à **convaincre les partenaires étrangers** et encore moins à **mobiliser les forces vives du pays**,
- que de nombreuses parties prenantes seraient prêtes à des concessions et à des sacrifices si ceux-ci s'inscrivaient dans **une équation nationale globale**,
- que **les mêmes parties prenantes** sont concernées par les trois défis,
- qu'il est plus que **nécessaire qu'une coordination s'installe** entre les trois domaines : le politique, le socio-économique et le sécuritaire.

c) Les trois défis supposent des traitements adaptés dans le cadre d'un agenda global



Au lendemain de la révolution, un avis largement partagé a vu le jour sur la nécessité d'un changement au niveau politique. La transition a alors rapidement démarré et les crises de 2013 ont convaincu de la nécessité d'un construire-ensemble, traduit dans la Constitution de 2014. **Plusieurs étapes ont alors été franchies dans le processus de transition** vers l'installation d'un régime démocratique et des institutions pérennes.

Dans le même temps, le champ économique n'a pas bénéficié du même intérêt. Les premières prises de conscience réelles de la nécessité d'une transition n'ont été enregistrées qu'à l'occasion du dialogue économique en 2014. Depuis, quelques pas ont été franchis (démarrage de quelques réformes et insertion de certaines dispositions au niveau des lois de finances), **sans qu'il y ait eu un véritable terrain d'entente commun préalable entre les différentes parties prenantes.**

Sur le plan sécuritaire, la prise de conscience de la nécessité d'un changement d'approche vis-à-vis du phénomène terroriste a été également tardive. Et même si la classification de « Ansar Shariia » comme organisation terroriste (2013) a permis des approches plus adéquates et plus efficaces, **les parties prenantes ne se sont toujours pas entendues sur une plate-forme de travail commune** (une stratégie nationale) qui permettrait un traitement efficace de la question.

Le champ de la politique étrangère a, quant à lui, souffert de la vacillation des positions et des politiques en **l'absence d'un référentiel national** commun aux différentes parties, facilitant **l'insertion apaisée du modèle tunisien dans son espace géopolitique.**

d) Un Agenda National pour faire face aux différents agendas opposés à notre projet national

Etablir un « Agenda National pour faire face aux défis » est une nécessité et une urgence pour renforcer la transition dans un paysage où **opèrent d'autres agendas contraires par essence même à notre Projet National** esquissé par la constitution de 2014. Certains de ces agendas destructeurs se déclarent ouvertement contre notre projet National, comme l'agenda terroriste qui vise ouvertement à détruire les fondements de l'Etat, tandis que d'autres, partant de considérations différentes, mettent également à mal, consciemment ou inconsciemment, la progression de la transition.

4) Le contenu des agendas et les dispositifs politiques qui les pilotent

a) L'Agenda de parachèvement de la transition politique

Les objectifs de l'Agenda

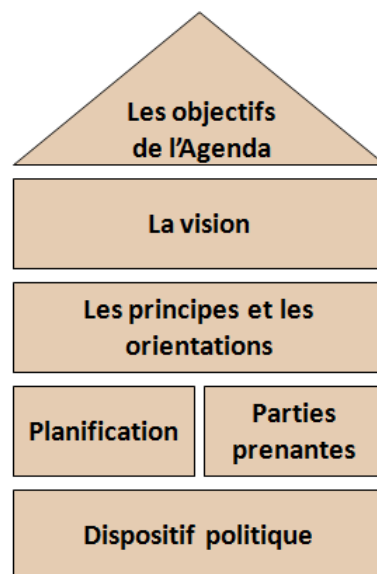
Finaliser le processus de transition politique et construire un paysage institutionnel qui fonctionne de manière démocratique et efficace.

Une vision partagée

La constitution a certes fixé la vision politique, mais il reste le besoin de traduire et de **compléter cette vision sur le plan opérationnel**, en concevant le fonctionnement des institutions dans leur ensemble et entre elles.

Les principes généraux et les orientations

- Créer **un sentiment d'urgence** quant à la finalisation du processus de transition politique,
- Adopter **un leadership efficient** capable de promouvoir et de conduire le processus,
- Mettre en place **une approche inclusive** pour n'exclure aucune des parties. La construction d'un consensus ici n'a pas moins d'importance que la mise en place des composantes du processus,
- **Garder constamment à l'esprit la vision d'ensemble** du processus de transition politique,
- **Imposer une cadence** qui crée une dynamique mobilisatrice,
- **Capitaliser sur les expériences passées** et surtout les réussites et les échecs des étapes précédentes du processus (le dialogue national, la constitution de 2014, l'ISIE, la loi électorale, le Conseil Supérieur de la Magistrature...),
- Il est également important pour les acteurs politiques concernés, de veiller à ce que le processus de transition politique soit accompagné d'une **amélioration progressive des comportements politiques** dans le sens d'une meilleure assimilation des règles démocratiques.



Le calendrier et la gestion des parties prenantes

Il est possible d'adopter la méthode suivante :

- Arrêter la liste des **différentes composantes du processus** : institutions constitutionnelles à mettre en place, collectivités locales et régionales, mécanismes et mesures, mise à niveau d'institutions existantes,
- Elaborer une conception de **la mise en place et de la gestion de chaque composante** et fixer les délais nécessaires pour chaque composante,
- Fixer un **planning d'implémentation** pour les différentes composantes du processus de transition politique, qui prenne en compte les priorités ainsi que les relations des différentes composantes entre elles,
- Identifier **les parties prenantes** pour chaque composante et concevoir la façon de gérer leur implication.

L'ingénierie politique

Il est nécessaire de désigner un leadership clair qui aura pour mission d'établir et de gérer l'Agenda politique. Ce rôle pourrait être joué par **l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP)** étant donné la dimension législative importante du processus. Laquelle ARP devra consulter et coordonner avec :

- **La Présidence de la République**, étant donné que le Président est le garant du respect de la Constitution,
- **La Présidence du Gouvernement**, qui devrait être à l'origine de la plupart des initiatives législatives.

b) L'Agenda du nouveau contrat économique et social

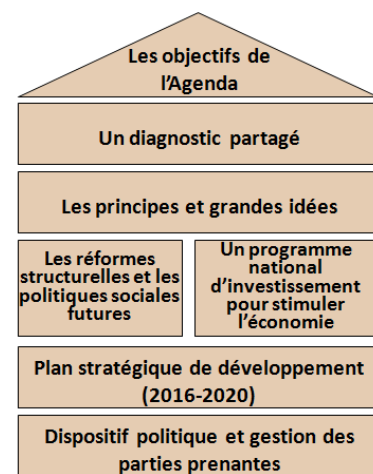
Les objectifs de l'Agenda

L'Agenda National, dans son volet économique et social, a pour objectif d'établir **un accord cadre général qui précise les grands axes des réformes en termes de contenu, de planning d'implémentation et d'ingénierie politique** requis.

La réalisation de ces réformes nécessite une ingénierie politique avec ce que cela suppose en termes de démarche participative, de consensus politique, de paix sociale et de mobilisation du soutien des différentes parties (l'opinion publique, les partis politiques, l'ARP, les organisations syndicales, les experts, etc.).

Un diagnostic commun

Les institutions de l'Etat, les partis politiques, les organisations nationales et les experts disposent d'un important nombre de rapports et d'études qui fournissent un **diagnostic assez précis de la situation économique et sociale du pays**. Ce diagnostic peut servir de base pour réaliser les objectifs de l'Agenda économique et social.



Les grandes idées qui servent de cadre au Nouveau Contrat Economique et Social

Il existe un quasi consensus national sur un certain nombre de grandes idées qui peuvent constituer **un cadre préalable pour les réformes structurelles et les politiques sociales à venir et une base commune d'échanges et d'accords** entre les principaux acteurs:

- Le pays a besoin d'une **approche englobante et novatrice** qui libère les potentiels des acteurs économiques et qui, dans le même temps, investit dans le développement humain et dans les domaines sociaux, afin de réduire les inégalités sociales et régionales,
- Le nouveau contrat économique et social, par ses aspects multiples (la dette, la compensation, la fiscalité, les entreprises et les banques publiques, les caisses sociales, l'âge de la retraite, le coût de la lutte contre le terrorisme...), ne pourra se réaliser que s'il s'inscrit dans une **trajectoire budgétaire** permettant de stabiliser les grands équilibres financiers de l'Etat,
- **Le retour à des taux de croissance soutenus est une condition incontournable** pour pouvoir investir dans le domaine du développement humain et dans les domaines sociaux en général et pour pouvoir maîtriser les équilibres des finances publiques sans avoir recours à des politiques d'austérité,

- **L'Etat doit continuer de jouer un rôle social de premier plan** pour protéger les catégories les plus vulnérables et les plus fragiles de la société ainsi que les régions les plus défavorisées,
- Le pays a **besoin d'une rationalisation des mouvements sociaux**, à laquelle doivent adhérer pleinement l'Etat, les organisations syndicales et patronales, ainsi que toutes les parties économiques et sociales concernées, pour éviter au pays des fardeaux supplémentaires qu'il n'est plus en mesure de supporter (ce qui suppose un vrai partenariat qui permet de traiter sereinement des sujets tels que la stratégie nationale de l'emploi, la prévention et la gestion des conflits sociaux, la façon de traiter les différents types de grèves...).

Les caractéristiques des réformes structurelles et des politiques sociales à venir

Les réformes économiques doivent s'adosser à deux piliers principaux :

1. **Améliorer la compétitivité de l'économie, développer la productivité globale des facteurs de production** et stimuler les investissements, dans l'objectif de réaliser des taux de croissance élevés, au travers d'un ensemble de réformes structurelles dans les domaines suivants : les politiques d'investissements, le système financier, la gestion des ressources humaines, etc.
2. **Améliorer les indicateurs du développement humain** et réduire le taux de pauvreté et les disparités régionales en veillant aux grands équilibres des finances publiques au travers d'un ensemble de réformes structurelles dans les domaines suivants : L'éducation et l'enseignement, la santé, le transport, le système fiscal, les caisses sociales, les caisses de compensation, etc.

Le Plan National d'Investissement

Dans la période à venir, le pays aura **besoin d'une politique expansionniste d'investissements publics dans les domaines de développement**, conjuguée à une augmentation des niveaux d'investissement locaux, privés et étrangers directs. De même il est urgent de mobiliser les investisseurs privés et les institutions financières autour d'un **plan d'investissement national pour stimuler l'économie**. Ce plan devra fixer les besoins en investissements dans le cadre d'une vision cohérente des orientations futures du pays et sera concrétisé par une carte des investissements nationaux sectoriels et régionaux précisant les grands projets publics structurants pour l'avenir du pays et les grands projets proposés par le secteur privé.

A préciser que pour réaliser ce plan d'investissement et garantir la participation à sa promotion de tous les acteurs nationaux, mais également pour mobiliser des ressources financières nécessaires pour son exécution, il est **nécessaire que ce plan soit préservé et reste à l'écart des tiraillements politiques**.

Plan stratégique de développement

Le plan stratégique de développement doit être considéré comme **une étape essentielle dans l'élaboration et l'adoption de l'Agenda économique**. Il doit être précédé par une **préparation minutieuse de la matière à discuter** dans le domaine des réformes structurelles et sociales futures afin d'en clarifier les grandes lignes, les **décomposer en processus et préciser le contenu de chaque processus**. Par la suite, les questions fondamentales et les diverses réponses à ces questions seront précisées afin de **construire des scénarii nécessitant des arbitrages, ce qui permettra de réaliser les échanges**. Cet effort devra être fourni par les responsables du projet de l'Agenda du Nouveau Contrat Economique et Social.

Ingénierie politique et gestion des parties prenantes

Etant donné son rôle central dans l'implémentation des politiques générales dans le domaine économique (cf. constitution de 2014), **la Présidence du Gouvernement doit assumer la responsabilité première** dans l'élaboration de l'Agenda et la garantie du soutien nécessaire. Elle se doit également de **construire une ingénierie politique** comprenant les grands acteurs et les principales parties prenantes telles que les organisations sociales et les partis politiques et d'assurer les conditions requises pour l'adoption d'une **feuille de route consensuelle qui permette le déploiement de l'Agenda**.

c) L'Agenda national de lutte contre le terrorisme

Objectifs de la stratégie de lutte contre le terrorisme

Contenir le phénomène du terrorisme, l'isoler de ses terreaux et affluents et augmenter la capacité de l'Etat d'empêcher, d'affronter et d'encaisser les opérations terroristes.

La vision, les objectifs et l'identification précise de l'ennemi

La vision se construit sur la base d'un **diagnostic commun** du phénomène et un accord sur les points suivants :

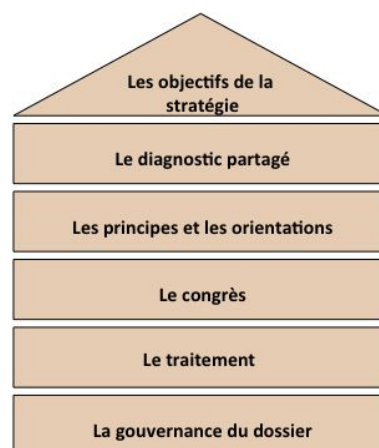
- Le phénomène est **aigu, persistant et la fréquence des opérations terroristes peut aller crescendo**,
- Le phénomène est **alambiqué et complexe** et a la capacité de se ramifier et de s'amplifier en raison de son amarrage à plusieurs espaces tels que l'espace religieux, la contrebande, la criminalité, la privation sociale et l'espace virtuel,
- Le phénomène **se nourrit de la situation régionale** (situation en Libye, le retour des combattants tunisiens des zones de tension...).

Sur la base de ce diagnostic commun se précisent **la vision, les objectifs et l'ennemi à combattre**.

Principes généraux et lignes directrices pour le traitement

- Considérer la lutte contre le terrorisme comme **une cause nationale qui transcende toutes les considérations partisans et les clivages politiques**,
- Le terrorisme doit être combattu **dans le cadre de l'Etat de droit** et sur la base du respect des droits de l'Homme,

- **Protéger la spécificité culturelle et le modèle sociétal** du pays fixés par consensus dans la constitution de 2014,
- Développer **la veille et les capacités d'anticipation** pour rendre plus efficace la lutte contre le terrorisme,
- **Ajuster la coopération internationale** étant donné que le terrorisme qui nous touche est un phénomène transfrontalier,
- Veiller au **moral des institutions policière et militaire**,
- **Rationaliser les mouvements sociaux** afin d'alléger la pression sur l'institution policière,
- Le **traitement médiatique** doit veiller à réduire les impacts psychologiques de ce phénomène sur l'opinion publique, sans jamais céder à la panique et à la peur.



Le congrès

Le congrès national de lutte contre le terrorisme est **une occasion essentielle et structurante pour élaborer, adopter et fédérer** autour de la stratégie.

Le congrès pourrait suivre les étapes méthodologiques suivantes afin d'aboutir à des accords, des mesures et des recommandations :

- Une phase de préparation des contenus,
- Des ateliers de travail, avec participation des différentes parties, pour enrichir les contenus et bâtir les consensus,
- L'annonce des consensus, des mesures et des recommandations dans un congrès national.

Le traitement

Le traitement commence par **l'adaptation rapide et continue aux évolutions du terrorisme**, la dernière en date étant sa mutation, de l'atteinte du processus de transition politique vers l'atteinte des fondements de l'économie nationale.

Ce traitement se décompose en deux axes principaux :

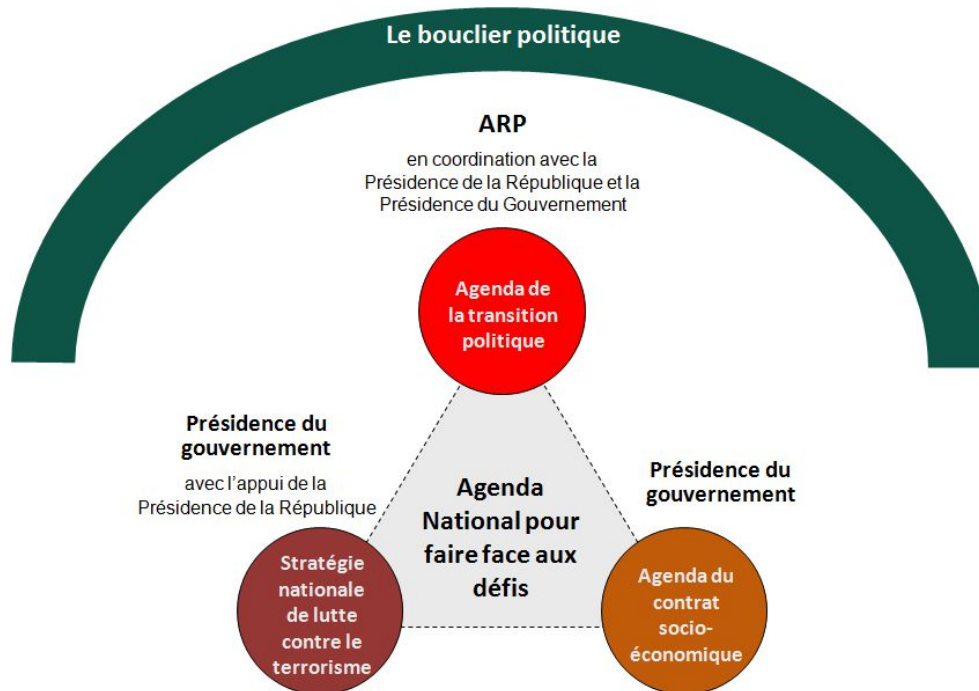
- Assurer **l'efficacité sur le plan de la lutte sécuritaire et judiciaire** contre les groupes terroristes,
- **Isoler le phénomène de ses affluents et terreaux** stratégiques.

La gouvernance

Il est plus que nécessaire de désigner une direction claire qui veille à l'élaboration de la stratégie et à l'obtention du consensus national autour de cette stratégie. Cette direction peut être la **Présidence du Gouvernement** – du fait que c'est l'institution qui arrête les politiques publiques et qui a la tutelle opérationnelle sur les institutions policière et militaire – **appuyée dans cette démarche par la Présidence de la République**, étant donné que le Président de la République fixe les politiques générales dans le domaine de la sécurité nationale.

d) Gouvernance générale de l'Agenda

Sur la base de ce qui précède, nous pouvons résumer la gouvernance générale de l'Agenda comme suit :



5) Les facteurs clés de succès

La réussite de l'Agenda National global ou des agendas sectoriels est également soumise à certaines conditions transversales:

a) Résister à la tentation du passage en force

Il s'avère qu'après la révolution, les tentatives de forcer les choses ont échoué à régler des situations compliquées (loi constitutive portant organisation provisoire des pouvoirs publics, projet de la constitution de juillet 2013, projet de la loi relative à l'immunisation politique de la révolution...). Inversement, des démarches basées sur le dialogue et la recherche de consensus ont été couronnées de succès (composition de l'ISIE, constitution de 2014, feuille de route du quartet, loi électorale...). Ainsi, l'achèvement de la première phase de la transition est dû à **la convergence originale de la légitimité électorale** qu'incarnait l'ANC **et de la légitimité consensuelle** que représentait le dialogue national.

Malgré le passage à une situation plus stable du pouvoir politique, le besoin au dialogue et au consensus demeure, afin de mener à leurs fins les grands dossiers en attente, sans céder aux tentations de passage en force (première version du gouvernement Essid, projet de la loi sur le Conseil Supérieur de la Magistrature...).

b) Assainir les climats afin de faciliter les échanges et servir les agendas

Afin de servir les trois agendas objets du consensus avec ce qu'elles exigent comme échanges nécessaires entre les parties concernées, il est nécessaire d'assainir le climat général, ce qui suppose :

- le consensus sur le dossier de **la justice transitionnelle et la concorde nationale**,
- la construction ou **le rétablissement de la confiance** entre les différentes parties,
- s'écarter des **logiques d'exclusion** et de trahison.

c) Une politique étrangère qui repose sur une intégration apaisée du modèle tunisien dans son environnement géopolitique, qui permet de prévenir les risques et de saisir les opportunités

Afin de servir les priorités nationales objets du consensus, il faut:

- Poursuivre **l'intégration apaisée du modèle tunisien dans son environnement géopolitique**,
- Avoir **une lecture détaillée et précise de l'environnement géopolitique**, afin d'anticiper les évolutions, de prévenir les risques et de saisir les opportunités qui se présentent.

Ceci commande l'élaboration d'un **référentiel stable quant à ses grandes orientations** et qui s'appuie sur une vision commune guidée par les éléments suivants :

- ne pas être conditionné par **les considérations idéologiques**,
- s'appuyer sur **les constantes** de la politique étrangère du pays,
- respecter **les exigences de la révolution et de la transition démocratique**.

d) Le plan de communication d'accompagnement : créer la conscience de l'urgence sans pour autant sombrer dans le catastrophisme

La bonne conduite des processus de l'Agenda National nécessite l'utilisation des méthodes et des techniques de la gestion du changement accompagnées par un plan de communication à l'intérieur et à l'extérieur.

Le plan de communication vise essentiellement à :

- **Rendre conscient de la gravité des défis** (tout en évitant le catastrophisme) et de l'urgence de les traiter avec le dispositif de l'Agenda National,
- **Construire une relation basée sur la crédibilité** à travers la transparence et l'accès du public à l'information,
- **Gagner le soutien de l'opinion publique** à l'Agenda National à travers la diffusion didactique de son contenu,
- **Créer une dynamique positive** en capitalisant sur les premières réalisations (quick wins),
- **Bâtir un état d'esprit positif** capable de s'adapter aux changements qui découlent de l'Agenda National.

Conclusion : Enseignements et recommandations

Enseignements

En cette période particulière, la priorité du pays consiste à faire face à trois grands défis aigus : un défi politique, un défi socio-économique et un défi sécuritaire.

Le **défi politique** consiste essentiellement à parachever le processus de refondation et de réaménagement du pouvoir, sur des bases démocratiques qui garantissent les libertés et empêchent le retour de la dictature. Il s'agit là d'un processus complexe, qui ne progresse actuellement et dangereusement que par nécessité (nécessités électorales, délais constitutionnels...) et qui souffre de l'absence d'un pilotage effectif capable de clarifier ses horizons et de lui donner une cadence.

Le **défi socio-économique**, quant à lui, consiste à établir entre les différents acteurs un nouveau contrat économique et social, qui s'appuie sur le plus large consensus possible pour réaliser des réformes structurantes intégrant à la fois les dimensions économiques et sociales, permettant ainsi de basculer vers un nouveau modèle de développement conforme aux orientations de la constitution de 2014.

Quant au **défi sécuritaire**, il consiste à effectuer un changement qualitatif (switch) dans le traitement du phénomène terroriste, en adoptant une vision stratégique et un traitement global proactif et préventif, qui absorbent les différentes dimensions du phénomène et intègrent dans la lutte les différentes parties concernées (l'Etat, les collectivités locales, les acteurs économiques, sociaux ou sociétaux et les citoyens).

A la complexité propre de ces trois défis, s'ajoutent **des complexités qui découlent de leurs nombreuses intrications et de leur jonction avec la sphère géopolitique**, de sorte que tout traitement désarticulé et non équilibré des défis finit par se répercuter négativement sur les différents domaines et par menacer la marche générale du pays.

Face à ces défis qui ne cessent de s'intensifier, nous réaffirmons que les dispositifs en charge d'y faire face **souffrent de mollesse, de lenteur et d'absence de perspective**, ce qui induit un sentiment de **décalage entre les défis et leur traitement**.

Recommandations

Pour faire face à l'ensemble de ces défis avec leurs complexités, ce rapport propose d'adopter un **Agenda National global et fédérateur** :

1. Qui **absorbe l'ensemble des trois défis**, avec certes des contenus spécifiques et des dispositifs différenciés,
2. Qui soit **porté politiquement par les trois présidences, les partis, les grandes organisations**, et qui soit **soutenu par les différents acteurs** (leaders d'opinion, personnalités, composantes de la société civile, acteurs internationaux...),
3. Qui **se décline en trois agendas** :
 - a. Un **Agenda de la transition politique** qui, à la fois, complète la vision opérationnelle et fixe au plus vite le planning d'implémentation. Cet agenda pourra être piloté par l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP), en coordination avec la Présidence de la République et la Présidence du gouvernement,

- b. Un **Agenda du nouveau contrat économique et social**, piloté par la Présidence du gouvernement qui, par l'entremise d'un programme de réformes œuvre d'une part à améliorer la compétitivité et la productivité globale et investit d'autre part dans le développement social et humain,
 - c. Un **Agenda sécuritaire**, conduit par la Présidence du gouvernement appuyée en cela par la Présidence de la République, qui peut profiter du congrès national contre le terrorisme pour élaborer et arrêter une **vision stratégique nationale capable de fédérer autour d'elle les forces politiques, médiatiques et populaires**,
4. Qui soit précédé et accompagné par **un assainissement du climat politique et social** afin d'instaurer la confiance et de faciliter les échanges à venir,
 5. Qui soit protégé et servi par **une intégration apaisée du modèle tunisien dans son environnement géopolitique**, qui permet de prévenir les risques et de profiter des opportunités,
 6. Qui soit accompagné par **un plan de communication professionnel** qui lui prépare le terrain et mobilise autour de lui.

Et pour conclure

L'Agenda National constitue une solution particulière dictée par une situation d'exception. Son élaboration et son implémentation pourront prendre un certain temps dont doivent impérativement profiter les différents dispositifs (l'Etat avec ses institutions, les acteurs politiques avec leurs structures, la société avec ses forces vives) pour **se mettre à niveau et jouer pleinement leurs rôles naturels et nécessaires en tant que forces de proposition, de propulsion, d'encadrement et de mobilisation** dans la Tunisie nouvelle en devenir.